

portugal

BULLETIN D'INFORMATION

février 1972

... DE LA PRESSE

Mr. Caetano et le bilan de trois ans de fascisme

"UNE MENTALITE DANGEREUSE DE REVENDICATIONS"

Après trois ans de leadership, Mr. Caetano, a bien été obligé de reconnaître que la lutte anti-fasciste ne cesse de s'amplifier.

Lors de son bilan il a déclaré:

"Il est en train de se créer une mentalité dangereuse de revendications et de facilités incompatible avec les possibilités du pays."

("O Século" 28 Septembre 1971)

En effet "la mentalité dangereuse de revendications" a touché ces derniers temps non seulement les ouvriers des usines mais aussi les employés de banque et du commerce, les journalistes, le personnel de santé, les médecins etc...(I)

Même le ministre de la santé, lors d'une communication à la T.V. le 26 Novembre der-

(I) - Voir les autres articles de ce bulletin.

correspondance : JEAN MARCU

BP 80 — 94 VINCENNES

er, a été obligé de reconnaître que les medecins internes des hopitaux étaient en grève .
A la suite de ce mouvement les médecins ont été réquisitionnés par l'armée.

"LES COLONIES ET LA SUBVERSION MENEES PAR L'O.N.U."

En ce qui concerne les colonies et la guerre, le bilan de M. Caetano, n'est pas plus
"optimiste":

"Nous avons pu assurer la défense des provinces d'outre mer contre le développement de la subversion instigué par cette incroyable organisation appelée Nations Unies."

("O Século" 28 Septembre 1971)

L'appui international au régime fasciste diminue. La guerre en Afrique, d'après M. Caetano, n'est plus menée par les communistes russes au chinois, mais par l'O.N.U. elle-même. Ne nous faisons néanmoins pas d'illusions, le régime n'est pas seul. L'OTAN et derrière elle les Etats Unis, sont des partenaires encore très efficaces.

"Les Etats Unis fourniront 400 millions de dollars de crédits au Portugal en échange du renouvellement de l'accord sur la base américaine aux Azores....L'accord permet le stationnement de forces américaines à la base de Lages, dans l'Ile Terceira jusqu'en 1974."

("Le Monde" 12-13 Décembre 1971)

Devant les difficultés du régime le gouvernement n'hésite pas à vendre et à louer des parcelles du territoire.

Le journal américain "Le New York Times dans son édition du 9 Décembre tirait les conclusions politiques suivantes:

"Le nouvel accord aidera le Portugal à couvrir les frais de ses guerres coloniales pour préserver la domination de la minorité blanche en Angola, au Mozambique et en Guinée Bissau."

"Seule une gestion très soignée des derniers publics permet l'effort que nous sommes en train de faire avec les forces armées", disait Mr. Caetano lors de son bilan.

Nous pouvons voir de quel genre de gestion il s'agit.

" DEVANT L'AMPLEUR DE LA LUTTE ANTI-FASCISTE, LE GOUVERNEMENT DECRETE L'ETAT DE SUBVER
SION DANS CERTAINES REGIONS DU PAYS"

Les opérations de l'Action Révolutionnaire Armée (A.R.A.) sont venues donner une dimension nouvelle à la lutte contre la guerre coloniale. Après les actions spectaculaires contre les bateaux de transport et des chargements militaires vers l'Afrique, la destruction de 15 hélicoptères sur la base de Tancos, l'interruption des communications téléphoniques et télégraphiques internationales et nationales à l'occasion de la réunion du conseil de l'OTAN à Lisbonne, c'est le quartier général de l'Iberlant qui, tout dernièrement, a explosé à la veille de son inauguration.

Etant donné l'ampleur de la lutte anti-fasciste et de la lutte contre la guerre coloniale sous ces nouvelles formes, l'Assemblée Nationale a décrété le 18 Novembre, d'après les consignes de Mr. Caetano, l'état de subversion dans certaines régions du pays.

Le paragraphe 6 de l'article 109 de la constitution invoqué par l'Assemblée Nationale est le suivant

"En présence d'actes subversifs graves dans quelque partie du territoire national, le gouvernement pourra, s'il n'y a pas lieu de déclarer l'état de siège, prendre les mesures nécessaires, afin de réprimer la subversion et prévenir son extension, par la restriction des libertés et garanties individuelles, qui s'avèrera nécessaire; néanmoins l'Assemblée Nationale doit, quand la situation se prolonge, se prononcer sur son existence et sa gravité."

("O Século" 16 Novembre 1971)

Que cherche le gouvernement par l'adoption de telles mesures?

Il ne s'agit pas de restreindre les libertés, vu qu'elles sont inexistantes mais plutôt d'accroître la répression.

C'est de la vie même des démocrates qu'il s'agit.

Mr. CAETANO PREVOIT L'AVENIR

Lors de son discours du 27 Septembre dernier Mr. Caetano affirmait

"Je ne peux pas cacher au pays que nous avons de grandes difficultés à vaincre, que nous continuerons à les avoir pendant très longtemps et qu'il est probable qu'elles augmenteront encore en nombre et en gravité"

("O Século" 28 Septembre 1971)

La situation économique et politique internationale ne fait qu'aggraver la situation du pays; en outre il ne faut pas que les salariés demandent des augmentations. Les difficultés économiques du pays et de l'inflation latente existante n'ont rien à voir avec les dépenses des forces armées et la politique du gouvernement, d'après Mr. Caetano. (la guerre coloniale coûte 2,5 milliards de francs, soit 40% de toutes les dépenses de l'Etat) .

CONCLUSIONS:

La démagogie verbale de Mr. Caetano n'aura pas duré longtemps. Le pays est soumis à une forte vague de répression. La déclaration de l'état de subversion dans certaines régions est un prétexte pour les ratissages de quartier, les contrôles d'identité dans la rue, les arrestations arbitraires.

La crise du régime s'aggrave. L'ampleur de la lutte antifasciste porte de plus en plus ses fruits. Le bilan de Mr. Caetano est un bilan positif pour l'opposition portugaise.

EVENEMENTS SOCIO-POLITIQUES

REVENDEICATIONS ET LUTTES DE MASSE:

L'année qui s'achève se caractérise au Portugal, et du point de vue des événements socio-politiques, par deux facteurs fondamentaux: d'une part une répression brutale de la part des autorités gouvernementales; d'autre part la recrudescence des actions de mécontentement de la population motivées par la crise générale de la société portugaise, (crise économique et politique), mais aussi par la vague répressive déclenchée par la PIDE-DGS avec l'appui du gouvernement.

Si le nombre des prisonniers politique a doublé en moins d'un an, les actions de protestations menées par les travailleurs et par d'autres couches de l'opposition démocratique se sont aussi nettement multipliées.

Le 1er Mai a été commémoré dans tout le pays par des manifestations plus ou moins importantes dans le Barreiro et plus particulièrement à Porto, avec une manifestation de 20.000 personnes qui a eu de grandes répercussions d'enthousiasme au sein du mouvement démocratique portugais.

Le même mois à Matozinhos (Nord) une grève de 5.000 pêcheurs réclamant des augmentations de salaires a paralysé le port de pêche de cette ville.

Le 18 Mai, grève totale du personnel du journal "Diário de Notícias" (Lisbonne), également pour des revendications salariales.

Le mois de Juin a commencé au Portugal par une provocation lancée à la Nation par le Gouvernement: il s'agit de la réunion des dirigeants de l'OTAN convoquée pour le 3 Juin. La réponse de l'opposition ne s'est pas fait attendre et, quelques heures avant le début de la réunion, une explosion (revendiquée par l'A.R.A.) (1) a coupé les communications entre Lisbonne et le monde extérieur.

Le 5 Juin, ce sont les commis voyageurs de Vila Franca de Xira qui se lancent dans une grève victorieuse pour la conquête de la semaine anglaise (samedi après-midi et dimanche libres).

A la fin du mois, une compagnie militaire de télécommunications (200 à 300 hommes) à Porto a manifesté son mécontentement pour la mauvaise qualité de la nourriture.

Le 1er Juillet, le personnel de l'hôpital St. Jean (Porto), qui comprend plusieurs centaines de membres, a entrepris une lutte pour une augmentation de salaire. La direction

de (2) l'hôpital a cédé, et l'augmentation a été obtenue.

Le 6 Juillet manifestation à Porto de plusieurs centaines de personnes exigeant la libération de Daniel CABRITA. Le même jour, une réunion à laquelle assistaient 2.539 membres du Syndicat National des Employés de Banque a été suspendue et interdite parce que son ordre du jour prévoyait une discussion sur l'arrestation de Daniel CABRITA.

Toujours en Juillet, le 15, le personnel de la C.P. (SNCF portugaise) à Barreiro paralyse le trafic pendant 2 heures pour exiger l'augmentation de salaire que le gouvernement et la compagnie s'étaient engagés à accorder.

60 contrôleurs de la CARRIS (RATP) de Lisbonne ont refusé de se plier à l'autorité patronale et ont abandonné le travail le 26 Juillet deux heures plus tôt que de coutume pour accompagner l'enterrement de la femme d'un des leurs. Les représailles ne se sont pas fait attendre: tous les contrôleurs ont été suspendus pour au moins 2 semaines.

A la fin du mois, une assemblée du Syndicat des chauffeurs a été close lorsque les membres présents ont voulu discuter du Contrat Collectif du travail.

Durant tout le mois de Juillet, un grand nombre d'actions ont été réalisées, et sur tout à Lisbonne, pour exiger la libération de Daniel CABRITA.

Deux de ces manifestations ont eu la participation respectivement de 2.500 et de 5.000 personnes. Le 26 Juillet, au cours de l'une d'elles, la police de choc a chargé, faisant une centaine de blessés et arrêtant 13 manifestants.

Le 5 Août, des représentants de 14 Syndicats se sont rendus au Ministère des Corporations pour protester contre la fermeture du Syndicat des employés de banque de Lisbonne et de Porto, et contre l'arrestation de l'un des dirigeants du Syndicat des Commis Voyageurs Mme Maria Júlia Santos, et de son mari Mr. A. SANTOS.

Le 5 Septembre a lieu une nouvelle réunion nationale des Commissions Démocratiques Electorales.

En Octobre, on a commémoré à travers tout le pays le jour de l'implantation de la République (5/10/1910) par des diners et des pèlerinages sur les tombes des grands défenseurs de la République.

La guerre coloniale provoque elle aussi chaque fois plus de manifestations de mécontentement tant chez la population civile qu'au sein de l'armée, et aussi bien au Portugal que dans ses colonies. C'est avec une difficulté croissante que les dirigeants politiques et militaires parviennent à maintenir la discipline au sein de l'armée. Les insubordinations, les révoltes, les protestations et les discussions sont aujourd'hui fréquentes chez les u

nités en lutte.

Les soldats s'élèvent contre les conditions de vie qui leur sont infligées par la situation précaire de l'armée portugaise dans les colonies. Ils sont chaque fois plus conscients de l'injustice de ces guerres et du fait qu'elles ne profitent qu'à une poignée d'hommes riches et de compagnies étrangères.

La dernière action de l'A.R.A. contre la caserne du COMIBERLAND le 26 Octobre (3) a, par la grande précision et sa grande VIOLENCE, suscité le plus vif appui de la part de la population. Celle-ci voit de plus en plus clairement que sous le soutien qu'apportent au gouvernement de Marcelo Caetano les grandes puissances impérialistes: l'Allemagne, la France, l'Angleterre et surtout les U.S.A. - le renouvellement du contrat qui permet à l'armée américaine d'utiliser la base aéronavale de Lages (Açores) en est encore une preuve évidente - , le Portugal ne pourrait mener seul la guerre criminelle et impopulaire qui, depuis dix ans, tue les populations africaines des trois colonies, et détruit également la jeunesse dont le Portugal a tant besoin.

- (1) Voir communiqué paru dans le Bulletin N°1 - Septembre 1971.
- (2) Président du Syndicat National des Employés de Banque.
- (3) Voir le communiqué paru dans la rubrique "documentation" .

DONNEES ECONOMIQUES

Quelques vérités toutes simples sur la situation des travailleurs au Portugal

POPULATION ACTIVE ET NIVEAU DE VIE

Vous, qui passez quelques fois à côté d'un bidonville plein de portugais, ou qui les voyez, dans presque tous les chantiers, assumer les tâches les plus lourdes, rémunérés toujours aux salaires les plus bas, vous devez vous dire: "qu'ils doivent être malheureux chez eux, ces portugais, pour venir si nombreux et accepter des conditions de vie et de travail si dures!"

En effet, sur les 4 millions environ qui constituent la population active du Portugal, plus de 1 MILLION a été obligé de chercher à l'étranger, au cours de ces dernières années, les moyens de vivre qui lui étaient refusés dans son propre pays.

Enfin, ceux qui^y restent, soit, selon le dernier recensement:

Salariés.....	1.600.000 (50%)
Employés.....	700.000 (22%)
Propriétaires sans personnel à charge.....	440.000 (14%)
Divers.....	216.000 (6,5%)
travaillent pour 240.000 patrons,	(7,5%)

et ont réalisé, en 1969, un Produit National Net de 157.291 milliards d'escudos (1)

Ces 3 millions de travailleurs n'ont reçu en retour, aussi en 1969, que 49% de ce Produit National, tandis qu'en Espagne la part de la classe laborieuse s'est élevée à 51%, en France à 61% et aux Etats Unis à 74% (2).

Le résultat c'est, naturellement, que les travailleurs portugais "bénéficient", dans ce "paradis" fasciste le plus vieux du Monde, du niveau de vie le plus bas d'Europe.

PAYS AVEC LE PLUS BAS NIVEAU DE VIE

	Portugal	Espagne	Grèce	Irlande	Turquie	France
Dépenses de la consom. privée (doll/habitant)	340	590	560	740	230	1.400
Calories/habit. et par jour	2.580	3.121	2.950	3.460	3.060	3.250
Consom. d'élect. (Kwh/habitant et par an)	530	976	590	1.166	187	2.120

(3)

Ce bas niveau de vie n'étonne plus personne quand on sait quels sont les salaires, quel est le taux auquel ils augmentent et aussi le taux d'inflation par rapport aux autres pays d'Europe:

(Comparaison avec les Pays du Marché Commun 1960/1965)

	Portugal	Allemagne	Belgique	France	Hollande	Italie
Salaires moyens horaires en NF	0,70 à 1,04	4,87 à 6,60	3,81 à 6,08	3,65 à 5,39	3,65 à 5,73	3,65 à 6,26
Taux d'augmentation des salaires	5,6	9,3	8,1	7,5	9,7	12,5
Taux d'inflation	10	4	4	6	3	4

(4)

Et, si on regarde les prix, en prenant comme base 100, l'année 1963, leur augmentation se présente comme suit:

1965	1966	1967	1968	1969 (Janv. à Sept.)	1970 (Janv. à Mars)
107	112	119	126	135	144

(5)

ou, avec un peu plus de détail et en prenant comme base 100, toujours pour la région de Lisbonne, et la période du 1/7/1948 au 30/6/1949, voilà l'indice des prix au consommateur depuis 1962 :

	<u>1962</u>	<u>1964</u>	<u>1966</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u> (Mars)
Alimentation	114,6	123,8	141,9	148,1	161,9	171,4
Habillement	108,6	108,9	109,6	122,8	123,0	123,8
Logement	132,0	127,1	139,9	189,0	193,0	241,5
Combustibles et électricité	98,3	98,3	98,3	97,7	97,7	97,7
Hygiène	117,3	115,8	123,7	126,8	135,2	136,8
Divers	116,2	123,6	131,1	154,8	164,0	183,7

(6)

Pour faire face à cette situation, chaque famille de travailleurs portugais ne dispose même pas de N.F. 9, par jour (7). Et ceci n'est qu'une moyenne.

On ne peut donc pas s'étonner non plus que ce soit au Portugal qu'on trouve le taux de mortalité le plus élevé d'Europe pour les enfants de moins d'un an (8) et que 40% de la population ne sache toujours pas lire ni écrire (9).

Le pourcentage des enfants qui ne vont pas au-delà de l'enseignement primaire est, d'ailleurs, beaucoup plus important:

65%, en 1964/1965 soit 126.218 un total de 193.266 (10)

En effet, l'Etat Portugais, encore en 1968, n'a accordé aux fins de l'enseignement, que 1,4% du Produit National, tandis que l'Espagne lui a consacré 2,2%, l'Irlande 4,2%, la Turquie 3,8% et les pays plus développés, comme la France et la Hollande, respectivement 4,2% et 6,3% (11).

Au point de vue logement, il suffit de constater que 90 à 95% de la construction est laissée à l'initiative du capital privé (12), dont le souci n'est certainement pas celui de résoudre un problème national mais d'obtenir le taux de bénéfice le plus élevé possible. C'est ainsi que le quart de la population de Lisbonne se voit contraint d'habiter des bidonvilles ou de se mettre à 2 ou 3 familles pour louer un appartement.

- (1) - Institut National de Statistique, "Etudes" N° 34, p. 314-317
- (2) - Armando de Castro, "Ce que c'est l'inflation", Lisbonne 1970, p. 199.
- (3) - L'Observateur de l'O.C.D.E., Février 1969.
- (4) - Xavier Pintado "Niveaux et Structures des Salaires Comparés - Les Salaires Portugais et Européens", in "Analyse Social" N°17, 1er trimestre 1967 , p.72.
- (5) - "O.C.D.E.", Principaux Indicateurs Economiques" Juin-Juillet 1970, p. 92.
- (6) - Bulletin Mensuel de l'Institut National de Statistique, Lisbonne, Novembre 1969 et Mars 1970.
- (7) - Programme Politique de la Commission Démocratique Electorale de Lisbonne, Octobre 1969, p. 35.
- (8) - id , p. 36
- (9) - id , p. 47
- (10) - id , p. 51
- (11) - id , p. 51
- (12) - Armando de Castro , op. cit., p. 170

ACTUALITE PORTUGAISE

1 - Le Peuple Portugais et la "Libéralisation"

L'année 1971 a vu se multiplier dans presque toute l'Europe les actions les plus diverses en faveur de la réalisation d'une Conférence Européenne pour la Paix et la Sécurité; tous les Hommes épris de Paix et de Justice se réjouissent de ce fait, et il y va de de même pour le Comité de Rédaction de "PORTUGAL-BULETIN D'INFORMATION". D'une façon plus ou moins équivoque, selon les différentes situations nationales, les forces réactionnaires essayent de retarder et (ou) d'empêcher chaque peuple de participer à l'édification de cette Paix et de cette Sécurité, lesquelles devront garantir l'exercice des Droits Universels de l'Homme.

La lutte pour la Paix et contre les crimes et injustices impérialistes représente, pour la majorité des citoyens européens, la journée de lutte qui a succédé à la nuit des crimes nazis. Mais la Grèce, l'Espagne et le Portugal appartiennent aussi à l'Europe et dans ces pays la nuit fasciste poursuit son action, laquelle n'a pas besoin d'adjectifs car ses méthodes d'oppression et obscurantisme sont bien connus. C'est pour cette raison que la lutte pour l'édification de la Paix et de la Sécurité européennes passe par la lutte de libération nationale.

Nous n'avons pas l'intention d'expliquer ici les raisons pour lesquelles il y a au Portugal 37% d'analphabètes, ni pourquoi 1 sur les 9 millions de portugais s'est vu obligé de chercher du travail à l'étranger, ni, non plus, pourquoi un grand nombre de jeunes conscrits refusent de faire les guerres coloniales que le régime fasciste et l'OTAN poursuivent depuis 10 ans en Guinée-Bissau, Angola et Mozambique, car ce sont là des sujets dont "Portugal-Bulletin d'Information" s'occupera en détail prochainement; si nous avons écrit ces lignes c'est uniquement pour vous dire, à vous qui avez connu les prisons et les tortures des nazis, la déportation, le deuil pour vos enfants, parents ou amis très proches, tombés dans la lutte pour l'honneur, pour la dignité, pour l'indépendance nationale, pour la liberté; pour vous dire, en somme, qu'au Portugal des êtres humains sont emprisonnés et torturés parce qu'ils appartiennent à un Peuple qui s'entête à ne pas accepter le joug fasciste, un Peuple qui étend sa lutte, de façon irréversible, aux champs, u

sines, écoles, universités et syndicats; un Peuple qui trouve chaque jour de nouvelles formes de lutte, et qui donne sa contribution, à travers cette lutte de chaque jour, pour l'édification de la Paix et de la Sécurité Européennes.

La lutte du Peuple Portugais, comme celle de n'importe quel autre peuple, n'est pas facile et seulement des raisons bien sérieuses et solides peuvent être adoptées par la majorité des enfants d'une nation. Au Portugal, ces raisons existent et amènent des éléments de toutes les couches sociales à agir dans l'intérêt de tous. Des actions comme celles entreprises par l'Ordre des Ingénieurs en sont la preuve. Ceux-ci se sont réunis dans les villes de Porto, Coimbra et Lisbonne à deux reprises, dans des Assemblées Régionales Extraordinaires, ont envoyé une pétition au Ministre de l'Intérieur, sont parvenus à être reçus par les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et du Conseil, ainsi que par la PIDE-DGS et ont constitué une Commission pour la libération de l'un de ses membres, l'Ingénieur Blanqui Teixeira, membre du Comité Central du Parti Communiste Portugais, emprisonné depuis plus de 8 ans; en sont également la preuve la grève des médecins de Lisbonne, plusieurs refus de nourriture de la part des militaires, ainsi que du serment au drapeau, les grèves, les assemblées et manifestations de rue des employés bancaires, des chauffeurs de taxi, des metallos et des employés de commerce, qui ont suivi les mots d'ordre de leurs syndicats, les manifestations du 1er Mai, la participation de plusieurs prêtres à la lutte, la création de délégations régionales de la Commission Nationale d'Aide aux Emprisonnés Politiques et la création de la Commission Nationale pour la Défense de la Liberté d'Expression (dont font partie les personnalités les plus connues dans les milieux littéraires et journalistiques portugais).

D'un côté, le développement des luttes de masses permet de réaliser parallèlement des actions qui prennent des formes différentes, comme c'est le cas de celles menées par l'Action Révolutionnaire Armée, bien inscrites dans le cadre de la lutte générale du peuple: "l'A.R.A. se propose de mener son action révolutionnaire dans le cadre de la lutte générale du peuple portugais contre la dictature fasciste et pour la conquête de la liberté.

De cette façon, l'A.R.A. ne se sépare pas de la lutte révolutionnaire des masses, de la lutte des ouvriers et des paysans, de la lutte des étudiants et intellectuels révolutionnaires, contre la politique fasciste du gouvernement de Marcelo Caetano, mais, au contraire, elle se propose de la secondar jusqu'au soulèvement populaire armé qui détruira à jamais le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires fonciers ainsi que la domination de l'impérialisme sur notre pays..." (extrait du communiqué de l'A.R.A. du 26/10/70).

D'un autre côté, ce développement de la lutte de masses oblige le gouvernement à laisser tomber de façon complète et définitive, son masque libéralisant, sans laisser le moindre doute à ceux qui y croyaient, quant à son caractère, action et méthodes fascistes par définition.

2 - Même régime : encore plus de répression

"Naturellement, n'ayant pas de faits plus graves à mentionner, ils appellent tortures des interrogatoires de 3 ou 4 heures. Mais c'est seulement la police portugaise qui interroge ainsi les accusés?"

-déclaration de M. Caetano au journal SVENSKA DAGBLADET et reproduite dans la presse au Portugal le 18 Juillet.

"L'actuelle vague de violence policière", affirme dans un document public la Commission Nationale de Secours aux Prisonniers Politiques (CNSPP), "ne peut pas obtenir comme réponse l'affaiblissement de la Solidarité et l'abandon des victimes au délaissement et à l'isolement; au contraire, à l'aggravation de la répression il faut répondre en développant la solidarité."

Cet appel de la CNSPP, réaffirmé par ses circulaires des 30/8 et 3/12/71 contient de nombreux renseignements sur l'escalade de la répression qui s'est vérifiée pendant les derniers mois de l'année 1971 et sur les tortures dont furent l'objet les personnes arrêtées par la PIDE-DGS (police politique, et est tout-à-fait confirmée par l'amplitude de l'offensive répressive du régime de Caetano.

En effet, si, jusqu'au 31 mars avaient déjà été arrêtées 65 personnes, le 30/6 leur nombre atteignait déjà 128, et 175 à la fin Août.

Après les emprisonnements, l'engrenage que le fascisme portugais a aiguisé tout au long de ses 45 ans d'existence et qui avec Caetano maintient la même sauvagerie et violence, se met en route. Les prisonniers sont soumis à de violents interrogatoires pendant lesquels est appliquée, de façon systématique la torture de la privation du sommeil (classée de "3e degré" par la Gestapo), passages à tabac, prohibition de s'asseoir ou de se coucher (statue), et tout l'apparat qui a pour but de s'attaquer à la personnalité du déte-

nu, en les dirigeant souvent, comme ce fut le cas de l'étudiante en Droit Maria Graça Pinto, tout droit vers l'Hôpital d'Aliénés.

La torture à laquelle ont été soumis, les prisonniers pendant cette vague de répression ne diffère en rien des procédés employés du temps de Salazar, sauf pour ce qui est de sa violence accrue et du cynisme avec lequel sont montrés aux familles des vestiges des coups reçus, dans une tentative de semer la terreur partout. Il suffit de citer quelques cas concrets pour qu'on se fasse une idée de la réalité:

José Pedro Soares, jeune ouvrier typographe, au long d'une période de rigoureux isolement, entre le 1/7 et le 17/9, a été interrogé pendant 820 heures, objet de toute sorte de brutalités et à des privations de sommeil successives de 6 plus 6 plus 8 et encore 11 jours et nuits. Il s'agit d'un cas à tel point révoltant qu'il sera publié avec tous les détails en tant que révélateur des méthodes policières au Portugal.

António Gervágio, ouvrier agricole, membre du Comité Central du Parti Communiste Portugais (clandestin), a été torturé pendant plus de 400 heures de suite, avec privation de sommeil presque ininterrompue. Sa famille a reçu ses vêtements tous déchirés et ensanglantés.

Daniel Cabrita, dirigeant syndical des employés de banque, a subi lui aussi la privation de sommeil pendant 30 jours environ avec une seule interruption.

Manuel Candeias, dirigeant syndical des metallos, a été également privé de sommeil pendant 15 jours et nuits.

Diogo Velez, ouvrier, a subi le même traitement pendant 24 jours, dont 12 jours de suite.

José Ribeiro Lopes, étudiant en Agronomie est resté sans pouvoir dormir pendant 7, 3, 5 et 6 jours avec des pauses de moins de 12 heures.

Mário de Carvalho, avocat, récemment condamné à 2 ans de prison majeure dans un procès qui concernait 8 étudiants en droit, est resté 10 jours sans pouvoir dormir.

Ces exemples ne sont pas des cas isolés. La rigueur de l'isolement auquel sont soumis les prisonniers pendant la période des interrogatoires, que la loi permet de durer jusqu'à 6 mois, la prohibition d'assistance de la part des avocats, les limitations faites aux visites de la famille (15 minutes et avec la présence d'un agent) ne permettent pas toujours de connaître les faits avec rapidité à l'extérieur du fort de Caxias.

Si le tableau de la répression déclenchée ces derniers temps est très noir, dans le but d'arrêter l'élargissement de la lutte populaire sur plusieurs fronts (démocratique ,

contre la répression, syndical, contre la guerre coloniale, en particulier avec d'audacieuses actions de sabotage, et, d'une façon générale, la lutte des travailleurs manuels et intellectuels), ceci ne doit pas faire passer à un deuxième plan le cas des démocrates qui se trouvent emprisonnés depuis des années, la plupart dans le Fort de Peniche, et auxquels l'application des "mesures de sécurité" peut signifier "légalement" la prison à vie.

Ce sont les cas de JOSE MAGRO, trois fois emprisonné et qui totalise déjà 18 ans et 4 mois de prison. Sa dernière arrestation a eu lieu le 24 Mai 1962 et sa dernière condamnation a été de 16 ans et mesures de sécurité (M.S.). DIAS LOURENÇO qui a fait déjà 14 ans et 5 mois, arrêté pour la dernière fois le 13 Août 1962 et condamné à 11 ans, 6 mois et mesures de sécurité, GUILHERME CARVALHO, avec déjà 16 ans et 3 mois de prison, a été à nouveau arrêté le 7/5/1963 et condamné à 14 ans et M.S., JOSE CARLOS, qui a fait déjà 11 ans de prison, arrêté à nouveau le 7/5/1963 et condamné alors à 15 ans et 6 mois, plus les M.S., ROGERIO DE CARVALHO, en prison depuis 12 ans et 5 mois, arrêté pour la dernière fois le 19/12/65 et condamné à 14 ans, 6 mois et M.S., FILIPE ALEIXO arrêté pour la dernière fois le 20/8/68 et condamné à 17 ans et M.S.

Ces cas mettent en relief, de façon évidente, la brutalité des condamnations dont sont l'objet les prisonniers politiques, mais pour la plupart de ceux qui ne sont pas cités, l'application des mesures de sécurité permet de proroger les peines indéfiniment. C'est le cas du Père PINTO DE ANDRADE, angolais, président d'honneur du MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola), arrêté pour la dernière fois le 7 Avril 1970 et condamné à 3 ans de prison et Mesures de Sécurité, ainsi que celui de DOMINGOS AROUCA, mozambicain arrêté le 25/5/65 et condamné à 4 ans et M.S.. Il faut encore ajouter que la majorité des prisonniers angolais, guinéens et mozambicains se trouvent encarcerés au Camp du Tarrafal (Iles du Cap Vert) et on ne connaît même pas les condamnations qui leurs ont été infligées.

Les grands mouvements internes et internationaux contre la répression, pour la libération des prisonniers politiques et pour l'amnistie ont fait reculer, dans quelques cas la répression fasciste. Ainsi, en Décembre, ont été mis en liberté le dirigeant communiste très connu PIRES JORGE et l'ancien dirigeant de la JOC (Jeunesse Ouvrière Catholique) MANUEL SERRA, lesquels étaient en prison depuis Décembre 1961.

En faisant connaître cette dure réalité de la répression au Portugal, qui n'a pas toujours, dans la presse internationale, une répercussion à sa mesure, "PORTUGAL-BULLETIN D'

"INFORMATION" fait appel à la constitution, dans tous les pays, de Comités Nationaux contre la Répression au Portugal, ouverts à tous ceux qui défendent les droits de l'homme et la liberté, et dont l'action peut devenir très importante pour faire reculer la répression et appuyer la lutte grandissante au Portugal.

DOCUMENTATION

ACTION REVOLUTIONNAIRE ARMEE

- COMMUNIQUE -

1. A l'aube du 27 Octobre 1971, un comando de l'A.R.A. a pénétré dans l'enceinte militaire du nouveau Quartier Général du "Comiberlant" (Comandement de l'Aire Ibero Atlantique de l'OTAN) à Oeiras - Lisbonne - et a placé audacieusement dans l'édifice central une très puissante charge explosive qu'y a provoqué une destruction dévastatrice. Elle a notamment ouvert un grand cratère à l'intérieur de l'édifice, a fait s'écrouler une partie du plancher du premier étage ainsi que les murs, et détruit les installations électroniques et la grande plaque frontale sur toute la hauteur de l'édifice ainsi que toute la structure en verre.

Il n'y a eu ni morts ni blessés. La force de l'Armée de Garde du Quartier Général s'en est sortie indemne en vertu de la préoccupation constante de l'A.R.A. d'éviter le plus possible des victimes accidentelles, ce qui a d'ailleurs obligé le comando qui a exécuté l'action à courir de plus grands risques, et à accepter que la destruction ne soit pas encore plus important.

2. Menée à bien, avec un succès total, deux jours avant que, comme prévu, le Quartier Général du "Comiberlant" ne soit remis solennellement par le chef de l'Etat et les Ministres fascistes au commandant américain de l'OTAN, cette action de l'A.R.A. s'insère dans sa lutte contre la dictature fasciste qui opprime le peuple portugais, contre les guerres coloniales condamnées de l'Angola, la Guinée et le Mozambique, contre l'impérialisme, ennemi de la liberté et de la Paix, et son instrument le plus belliqueux : l'OTAN.

3. Face à la campagne du gouvernement de la PIDE (DGS) tendant à induire en erreur l'opinion publique nationale et internationale quant à la signification de ses actions et du soi-disant succès des vagues de répression déclenchées par la Direction Générale de Sûreté, le commandement Central de l'A.R.A. déclare:

- a) contrairement à ce qu'affirment des diverses "notes officieuses", aucun élément des comandos de l'A.R.A. ni aucun militant de son organisation n'a été arrêté, l'accusation selon laquelle les anti-fascistes arrêtés appartiennent à l'A.R.A. étant par conséquent complètement fausse.

Par de tels mensonges la police prétend dissimuler son échec de n'avoir pas réussi jusqu'à présent à atteindre l'A.R.A. et, en même temps, justifier la violente répression contre les travailleurs et les démocrates.

- b) Exprimant sa solidarité de combat à tous les anti-fascistes victimes de la répression et particulièrement au Parti Communiste Portugais, cible principale de la terreur fasciste, le Commandement Central de l'A.R.A. précise une fois de plus que l'Action Révolutionnaire Armée est une organisation autonome dans le cadre général du mouvement révolutionnaire portugais et conduit son action révolutionnaire en conséquence.
- c) Réaffirmant les principes énoncés depuis son premier communiqué, principes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme que le gouvernement prétend lui imputer, l'A.R.A. poursuivra vigoureusement son action révolutionnaire qui a rencontré un si grand appui auprès des masses travailleuses et du peuple portugais.

A BAS LE FASCISME !

A BAS L'OTAN ET SON SOUTIEN AUX GUERRES COLONIALES !

VIVE L'INSURRECTION POPULAIRE ARMÉE !

27 Octobre 1971

LE COMMANDEMENT CENTRAL DE L'A.R.A.

AU PEUPLE DE LISBONNE

Comme chacun sait, on assiste en ce moment à Lisbonne et dans les régions voisines à une vague d'arrestations effectuées par la police politique.

Bien que les détenus ne puissent communiquer avec l'extérieur - ils n'ont droit qu'à une seule visite hebdomadaire de leur famille, durant quelques minutes et sous la surveillance d'agents de la Direction Générale de Sûreté - on sait à quel traitement inhumain une grande partie d'entre eux sont soumis.

Refus arbitraires des visites hebdomadaires (sous prétexte que les détenus sont en cours d'interrogatoire), état physique et moral déplorable dans lequel les détenus sont apparus lors des visites, les uns épuisés par plusieurs jours et plusieurs nuits de torture du sommeil ou de torture de la statue, d'autres portant des traces incontestables de sévices qui ont provoqué au moins une tentative de suicide et quelques internements hospitaliers, prouvent que la DGS utilise au cours des interrogatoires des méthodes que nous ne pouvons que répudier.

Tout cela sans que l'on accorde aux détenus les moindres droits de défense légale, comme la présence d'un avocat durant les interrogatoires ou même des entrevues avec celui-ci.

Une telle situation de fait renforce la position que le Ministère de l'Intérieur adopte depuis quelque temps, dans des communiqués successifs, à propos de cette escalade de la répression politico-policière, qui atteint surtout les travailleurs et l'organisation syndicale corporative.

Dans ces communiqués le Ministère de l'Intérieur semble prétendre justifier vis à vis de l'opinion publique la répression en cours. Cependant aucun éclaircissement n'est donné en ce qui concerne le traitement appliqué aux prisonniers politiques, et l'enquête se présente comme n'ayant aucune limite. C'est comme si les buts à atteindre - l'affirmation d'une "vérité" policière - justifiaient tous les moyens à utiliser - ceux que la police politique applique aux détenus, avec tous les arbitraires et toutes les illégalités commis.

L'état d'alarme que de telles positions publiques du Ministère de l'Intérieur provoque est encore aggravé quand le Président du Conseil affirme, dans une entrevue accordée au journal suédois "Svenska Dagbladet" et largement reproduite par la presse portugaise que les interrogatoires à la Direction Générale de Sûreté ne durent pas plus de trois ou quatre heures.

Devant ces réalités, les signataires estiment qu'il est de leur devoir civique d'alerter la population du district de Lisbonne sur la façon dont la Direction Générale de Sû -

reté viole les libertés individuelles.

En même temps, ils expriment publiquement leur grande admiration pour l'activité humanitaire de la Commission Nationale de Secours aux Prisonniers Politiques, laquelle ils affirment leur entière solidarité.

Certains que les préoccupations qu'ils expriment sont ressenties par la majeure partie des Portugais, ils appellent à la création d'un ample mouvement de solidarité aux prisonniers politiques et à leurs familles. Les formes actives de solidarité, dont la forme financière n'est pas la moins importante, peuvent être canalisées à travers la CNSPP, dont les membres sont identifiés dans quelques - unes de ses circulaires.

Lisbonne, Septembre 1971.

Suivent 300 signatures dont celles de :

17 Journalistes

20 Etudiants

11 Ecrivains

37 Ouvriers

115 Employés

103 Professions Liberales et autres.

ACTION REVOLUTIONNAIRE ARMEE

COMMUNIQUE

A l'aube du 12 Janvier, un comando de l'A.R.A. a placé deux puissantes charges, l'une explosive et l'autre incendiaire, dans l'un des entrepôts du Quai d'Alcântara, à Lisbonne.

Conséquemment à la forte explosion et à l'incendie qui l'a suivie, une grande quantité de matériel prêt à embarquer pour la guerre coloniale, et parmi lequel se trouvait un important matériel de guerre récemment arrivé de France et destiné à des unités de chasseurs parachutistes, a été détruite.

Le comando de l'A.R.A. ayant agi entre 6H et 8H du matin, alors qu'il n'y a pas de travailleurs en activité dans le port de Lisbonne, il n'y a eu ni morts ni blessés.

Le comando de l'A.R.A. qui a réalisé cette action n'a pas subi de pertes.

L'A.R.A. continuera son action révolutionnaire, intégrée à la lutte du Peuple Portugais contre le fascisme, et solidaire de la lutte héroïque et juste des peuples d'Angola, de Guinée et de Mozambique.

A BAS LE FASCISME ET LE COLONIALISME !

VIVE L'INSURRECTION POPULAIRE ARMEE !

12 Janvier 1972

LE COMMANDEMENT CENTRAL DE L'A.R.A.